

Art. 31/2. De vernietiging van de Canadese gans kan het hele jaar van één uur voor de officiële zonsopgang tot één uur na de officiële zonsondergang uitgevoerd worden :

1° in de groente-, koolzaad- en graangewassenteelten;

2° in de weiden;

3° in de natuurreservaten waarvoor wordt afgeweken van het verbod bedoeld in artikel 11, eerste streepje, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, overeenkomstig artikel 41 van dezelfde wet;

4° in de groene ruimtes, parken en openbare tuinen.

Art. 31/3. De vernietiging van de Canadese gans kan uitgevoerd worden :

1° d.m.v. vuurwapens geladen met kogels- of hagelpatronen met of zonder lokvogel behalve in de groene ruimtes, parken en openbare tuinen;

2° door neutralisatie van de eieren;

3° door vangst, met uitzondering van het gebruik van netten, en bij injectie van euthanaserende producten op voorwaarde dat ze door een dierenarts uitgevoerd wordt;

4° d.m.v. wettelijk gehouden roofvogels;

5° d.m.v. honden.

Art. 31/4. De vernietiging van de Canadese gans kan uitgevoerd worden als volgt :

1° bij voorkeur door de houder van het jachtrecht op de te beschermen terreinen, die er dit recht effectief uitoefent, alsmede door zijn beëdigde wachters;

2° door de grondgebruiker of zijn afgevaardigden mits de schriftelijke toestemming van de houder van het jachtrecht;

3° door de personen die in het bijzonder voor de euthanasie van de gevangen vogels door de Minister of zijn afgevaardigde aangewezen worden.

Art. 31/5. De aanvraag om vernietigingsvergunning moet worden ingediend door de houder van het jachtrecht of de grondgebruiker.

Ze vermeldt de plaats van de te beschermen percelen of van de plaatsen waarin de vernietiging wordt gepland, de identiteit van de personen die de vernietiging zullen uitvoeren en de hoedanigheid waarin ze optreden, alsmede de overwogen methode.

Als de aanvraag door de grondgebruiker ingediend wordt, moet ze vergezeld gaan van de schriftelijke toestemming van de houder van het jachtrecht."

Art. 2. De Minister bevoegd voor de Jacht legt de Regering voor 31 december 2012 een beoordeling voor van de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 57

[2011/206566]

15 DECEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, notamment l'article 13, modifié par le décret du 3 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juin 2011;

Vu l'avis favorable du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 23 août 2011;

Vu l'avis favorable de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (section d'orientation/ décentralisation), donné le 9 septembre 2011;

Vu l'avis 50.491/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis favorable du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 22 novembre 2011;

Considérant la nécessité de permettre aux commissions de gestion de pouvoir financer les nouvelles missions des parcs naturels, telles qu'elles découlent du décret du 3 juillet 2008 modifiant le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels et en particulier les missions d'aménagement du territoire en ce compris le paysage;

Considérant que le présent arrêté vise à compléter, pour ce qui concerne les missions d'aménagement des parcs naturels, les subventions allouées aux parcs naturels par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 1^o est complété par ce qui suit :

« ou, pour l'application des articles 6/1 et 10/2, le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions; »;

2^o le point 2^o est complété par la phrase suivante :

« ou, pour l'application de la section 2/1 du chapitre II, la Direction générale opérationnelle 4 Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie. ».

Art. 2. Dans le Chapitre I^{er}. — Des subventions, du même arrêté, il est ajouté une section 4 rédigée comme suit :

« Section 4. — De la subvention annuelle relative aux frais de fonctionnement liés aux missions d'aménagement du territoire en ce compris le paysage

Art. 6/1. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande une subvention annuelle portant sur les frais de fonctionnement liés aux missions d'aménagement du territoire en ce compris le paysage.

Cette subvention concerne :

- la coordination des projets d'aménagement du territoire prévus à l'article 7, 2^o, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

- la remise par la commission de gestion des avis découlant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 portant exécution des articles 14, § 1^{er}, 2^o, et 16 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels.

Art. 6/2. La subvention correspond à la somme des produits des paramètres suivants :

1^o le nombre de communes associées au parc naturel, multiplié par 2.000 euros;

2^o la superficie du parc naturel, en multipliant la somme de 250 euros par millier d'hectares;

3^o le nombre d'habitants, en multipliant la somme de 500 euros par millier d'habitants.

Lorsque la subvention annuelle visée à l'alinéa précédent est inférieure à 10.000 euros, la subvention est portée à 10.000 euros.

Pour le calcul des tranches visés à l'alinéa 1^{er}, l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, est applicable. »

Art. 3. Dans le Chapitre II. — Des modalités d'octroi et de contrôle des subventions, du même arrêté, il est inséré entre les sections 2 et 3, une section 2/1 rédigée comme suit :

« Section 2/1. — De la subvention annuelle visée à l'article 6/1

Art. 10/1. La demande de subvention visée à l'article 6/1 est introduite auprès de la Direction générale par la commission de gestion entre le 1^{er} janvier et le 30 mars de l'année considérée.

Sont joints à la demande de subvention :

1^o le budget voté par la commission de gestion pour l'exercice auquel se rapporte la demande de subvention, détaillant la part dévolue au coût en personnel chargé des missions relatives à l'aménagement du territoire ainsi qu'une note synthétique du programme des activités sur la même matière;

2^o les derniers comptes annuels approuvés par la commission de gestion.

Si l'alinéa 2 n'est pas respecté, la demande de subvention est irrecevable. La Direction générale en informe la commission de gestion dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de subvention.

L'alinéa 2, 2^o, ne s'applique pas aux commissions de gestion dont la date de constitution est inférieure à deux ans à compter de la date de demande de subvention.

Art. 10/2. § 1^{er}. Le Ministre décide de l'octroi de la subvention à la commission de gestion dans les quarante jours de la réception de la demande de subvention.

§ 2. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1^o une première tranche, d'un montant n'excédant pas 50 % de la subvention, à la notification de l'octroi de la subvention;

2^o une deuxième tranche, d'un montant n'excédant pas 40 % de la subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année considérée;

3^o le solde de la subvention au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année subventionnée.

Les tranches sont liquidées sur base d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable adressée à la Direction générale par la commission de gestion. »

Art. 4. A l'article 11, dernier alinéa, du même arrêté, les mots « en charge de la demande de la subvention » sont insérés entre les mots « générale, » et « qui impute. »

Art. 5. L'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les montants libellés en euros visés aux articles 3, 6 et 6/2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. »

Art. 6. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et le Ministre qui a les Parcs naturels dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 57

[2011/206566]

15. DEZEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, insbesondere Artikel 13, in seiner durch das Dekret vom 3. Juli 2008 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks;

Aufgrund des am 20. Juni 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Juni 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. August 2011 abgegebenen günstigen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des günstigen Gutachtens der "Commission régionale d'Aménagement du Territoire (section d'orientation/décentralisation)" (Regionalausschuss für Raumordnung - Abteilung Orientierung/Dezentralisierung) vom 9. September 2011;

Aufgrund des am 16. November 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 50.491/4u des Staatsrats;

Aufgrund des am 22. November 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

In Erwägung der Notwendigkeit, den Verwaltungskommissionen die Möglichkeit zu geben, die neuen Aufgaben der Naturparks, die sich aus dem Dekret vom 3. Juli 2008 zur Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks ergeben, und insbesondere die Aufgaben im Bereich der Raumordnung, einschließlich der Landschaft, finanzieren zu können;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass darauf abzielt, was die Aufgaben über die Einrichtung der Naturparks betrifft, die Zuschüsse, die den Naturparks durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks gewährt werden, zu ergänzen;

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung und des Ministers für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 1° wird durch das Folgende ergänzt:

"oder für die Anwendung der Artikel 6/1 und 10/2 der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;"

2° Punkt 2° wird durch folgenden Wortlaut ergänzt:

"oder für die Anwendung des Abschnitts 2/1 des Kapitels II die operative Generaldirektion 4 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie."

Art. 2 - In Kapitel I — Zuschüsse desselben Erlasses wird ein Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 4 — Jährlicher Zuschuss für die Funktionskosten, die mit den Aufgaben im Bereich der Raumordnung, einschließlich der Landschaft, verbunden sind

Art. 6/1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks, die einen entsprechenden Antrag stellen, einen jährlichen Zuschuss für die Funktionskosten, die mit den Aufgaben im Bereich der Raumordnung, einschließlich der Landschaft, verbunden sind.

Dieser Zuschuss betrifft:

- die Koordinierung der in Artikel 7, 2° des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks vorgesehenen Raumordnungsprojekte;

- die Abgabe durch die Verwaltungskommission von Gutachten, die sich aus dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Durchführung der Artikel 14, 1, 2° und 16 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks ergeben.

Art. 6/2 - Der Zuschuss entspricht der Summe der Produkte folgender Parameter:

1° die Anzahl der am Naturpark beteiligten Gemeinden, die mit 2.000 Euro multipliziert wird;

2° die Fläche des Naturparks, die mit 250 Euro pro tausend Hektar multipliziert wird;

3° die Anzahl Einwohner, die mit 500 Euro pro tausend Einwohner multipliziert wird.

Wenn der im vorangeführten Absatz erwähnte jährliche Zuschuss unter 10.000 Euro liegt, so wird er auf 10.000 Euro angehoben.

Für die Berechnung der im ersten Absatz erwähnten Raten findet Artikel 6, § 1, Absatz 4 Anwendung."

Art. 3 - In Kapitel II — Modalitäten für die Gewährung und die Kontrolle der Zuschüsse desselben Erlasses wird zwischen den Abschnitten 2 und 3 ein Abschnitt 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 2/1 - In Art. 6/1 erwähnter jährlicher Zuschuss

Art. 10/1 - Die Verwaltungskommission reicht den Antrag auf Gewährung des in Art. 6/1 erwähnten Zuschusses zwischen dem 1. Januar und dem 30. März des betreffenden Jahres bei der Generaldirektion ein.

Folgende Dokumente werden dem Antrag auf Zuschuss beigelegt:

1° der durch die Verwaltungskommission verabschiedete Haushaltsplan für das Haushaltsjahr, auf das sich der Antrag auf Zuschuss bezieht, und der den Anteil der Kosten für das mit den Aufgaben im Bereich der Raumordnung beauftragte Personal ausführlich angibt sowie eine Zusammenfassung des Programms der Aktivitäten für diesen Bereich;

2° der letzte durch die Verwaltungskommission genehmigte Jahresabschluss.

Werden die in Absatz 2 erwähnten Auflagen nicht erfüllt, so ist der Antrag auf Zuschuss unzulässig. Die Generaldirektion setzt die Verwaltungskommission innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Zuschuss davon in Kenntnis.

Absatz 2, 2° vindt keine Anwendung auf die Verwaltungskommissionen, deren Errichtungsdatum weniger als zwei Jahre vor dem Datum des Antrags auf Zuschuss zurückliegt.

Art. 10/2 - § 1. Der Minister befindet über die Gewährung des Zuschusses an die Verwaltungskommission innerhalb von vierzig Tagen ab der Einreichung des Antrags auf Zuschuss.

§ 2. Der Zuschuss wird nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° eine erste Rate mit einem Betrag, der 50% des Zuschusses nicht überschreitet, bei der amtlichen Mitteilung der Gewährung des Zuschusses;

2° eine zweite Rate mit einem Betrag, der 40% des Zuschusses nicht überschreitet, spätestens am 30. September des betreffenden Jahres;

3° der Restbetrag des Zuschusses spätestens am 30. April des Jahres nach dem bezuschussten Jahr.

Die Raten werden auf der Grundlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung ausgezahlt, die die Verwaltungskommission an die Generaldirektion richtet.

Art. 4 - In Artikel 11, letzter Absatz desselben Erlasses wird der Wortlaut "dies der Generaldirektion mit" durch den Wortlaut "dies der mit dem Antrag auf Zuschuss beauftragten Generaldirektion" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 12, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt :

"Die in Art. 3, 6 und 6/2 genannten, in Euro ausgedrückten Beträge sind an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden."

Art. 6 - Der Minister für Raumordnung und der Minister zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturparks gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 57

[2011/206566]

15 DECEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010 tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010 tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juni 2011;

Gelet op het gunstig advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud), gegeven op 23 augustus 2011;

Gelet op het gunstig advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening), gegeven op 9 september 2011;

Gelet op het advies 50.491/4u van de Raad van State, gegeven op 16 november 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gunstig advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 22 november 2011;

Overwegende dat de beheerscommissies de nieuwe opdrachten van de natuurparken moeten kunnen financieren zoals ze voortvloeiën uit het decreet van 3 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, in het bijzonder de opdrachten inzake ruimtelijke ordening, landschap inbegrepen;

Overwegende dat dit besluit, wat betreft de opdrachten tot inrichting van natuurparken, dient voor het aanvullen van de toelagen die aan de natuurparken verleend worden krachtens het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010 tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening en van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010 tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt aangevuld als volgt :

« of, voor de toepassing van de artikelen 6/1 en 10/2, de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening; »;

2° punt 2° wordt aangevuld met volgende zin :

« of, voor de toepassing van afdeling 2/1 van hoofdstuk II, het Operationeel directoraat-generaal 4 Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie. ».

Art. 2. Hoofdstuk I van hetzelfde besluit « Toelagen » wordt aangevuld met een afdeling 4, luidend als volgt :

« Afdeling 4. — Jaarlijkse toelage betreffende werkingskosten i.v.m. opdrachten inzake ruimtelijke ordening, landschap inbegrepen

Art. 6/1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Minister aan de beheerscommissies voor natuurparken die daarom verzoeken een jaarlijkse toelage ter dekking van werkingskosten i.v.m. opdrachten inzake ruimtelijke ordening, landschap inbegrepen.

Die toelage betreft :

- de coördinatie van projecten inzake ruimtelijke ordening bedoeld in artikel 7, 2°, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken;

- het uitbrengen door de beheerscommissie van adviezen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010 tot uitvoering van de artikelen 14, § 1, 2°, en 16 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken.

Art. 6/2. De toelage is gelijk aan de som van de producten van volgende parameters :

1° het aantal gemeenten betrokken bij het natuurpark, vermenigvuldigd met 2.000 euro;

2° de oppervlakte van het natuurpark, na vermenigvuldiging van de som van 250 euro per duizend ha;

3° het aantal inwoners, na vermenigvuldiging van de som van 500 euro per duizend inwoners.

Als de toelage bedoeld in het vorige lid minder dan 10.000 euro bedraagt, wordt ze tot 10.000 euro verhoogd.

Voor de berekening van de schijven bedoeld in het eerste lid is artikel 6, § 1, vierde lid, toepasselijk. »

Art. 3. In hoofdstuk II van hetzelfde besluit « Modaliteiten voor de toekenning van de toelagen en controle erop » wordt tussen de afdelingen 2 en 3 een afdeling 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 2/1. — Jaarlijkse toelage bedoeld in artikel 6/1

Art. 10/1. De aanvraag van de toelage bedoeld in artikel 6/1 wordt door de beheerscommissie bij het Directoraat-generaal ingediend tussen 1 januari en 30 maart van het in aanmerking genomen jaar.

De toelageaanvraag gaat vergezeld van :

1° de door de beheerscommissie gestemde begroting voor het boekjaar waarop de aanvraag slaat, met melding van het gedeelte dat de kosten dekt voor het personeel belast met de opdrachten inzake ruimtelijke ordening, alsmede een samenvattende nota betreffende het programma van de activiteiten i.v.m. dezelfde aangelegenheid;

2° de laatste jaarrekeningen goedgekeurd door de beheerscommissie.

Indien het tweede lid niet in acht genomen wordt, is de toelageaanvraag niet ontvankelijk. Het Directoraat-generaal geeft de beheerscommissie kennis daarvan binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de toelageaanvraag.

Het tweede lid, 2°, is niet van toepassing op de beheerscommissies die op de datum waarop de toelage wordt aangevraagd minder dan twee jaar geleden zijn ingesteld.

Art. 10/2. § 1. De Minister beslist binnen veertig dagen na ontvangst van de aanvraag over de toekenning van de toelage aan de beheerscommissie.

§ 2. De toelage wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf, waarvan het bedrag niet hoger is dan 50 % van de toelage, bij de kennisgeving van de toekenning van de toelage;

2° een tweede schijf, waarvan het bedrag niet hoger is dan 40 % van de toelage, uiterlijk 30 september van het in aanmerking genomen jaar;

3° het saldo van de toelage, uiterlijk 30 april van het jaar na dat waarin de toelage toegekend wordt.

De schijven worden uitbetaald op basis van een waar en oprecht verklaarde schuldvorderingsverklaring die door de beheerscommissie aan het Directoraat-generaal gericht wordt. »

Art. 4. In artikel 11, laatste lid, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden « Directoraat-generaal » en « dat het verschil in mindering brengt » de woorden « waaraan de aanvraag gericht wordt, ».

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De in euro uitgedrukte bedragen bedoeld in de artikelen 3, 6 en 6/2 worden aangepast aan de schommelingen van de consumptieprijzenindex.

Art. 6. De Minister van Ruimtelijke Ordening en de voor Natuurparken bevoegde Minister zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN